engagement avant d'avoir consulté la Chambre et d'avoir mis les députés au courant de toute mesure envisagée par le cabinet?

Le très hon. L. B. Pearson: A supposer qu'il faille modifier la politique du Canada en matière de défense, et peut-être même notre politique étrangère, jusqu'au point d'envisager de concourir à une opération de cette envergure, en tenant compte de toutes les complications et de toutes les suites que comporterait une telle décision, je crois bien que le Parlement, s'il siégeait à ce moment-là, serait tout d'abord consulté.

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre si la décision des États-Unis d'établir un tel système anti-missiles ne vient pas en contradiction avec le traité de NORAD, que le Canada a signé, à l'effet que les États-Unis doivent consulter le Canada en ce qui concerne la défense nord-américaine?

M. l'Orateur: Cette question constitue un argument et n'est pas recevable.

[Traduction]

M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud): Une question supplémentaire au premier ministre au sujet de la défense aérienne de l'Amérique du Nord. Comme, d'après des déclarations de Washington, le département américain de la Défense songe à aller au-delà du projet de défense contre les missiles annoncé la semaine dernière vers une nouvelle forme de défense de l'Amérique du Nord concernant les bombardiers, le très honorable représentant possède-t-il des renseignements au sujet du rôle que jouerait le Canada dans cette conjoncture?

Le très hon. M. Pearson: Je ne suis au courant d'aucune demande ou proposition des États-Unis de modifier le caractère de notre participation actuelle à la défense continentale contre les bombardiers pilotés. Mais j'en discuterai avec le ministre de la Défense nationale avant de donner une réponse précise.

[Plus tard]

[Français]

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre et revenir à un sujet qui a intéressé la Chambre il y a quelques minutes, pour lui demander si le gouvernement a l'intention de renouveler l'accord relatif à la défense aérienne de NORAD, lequel accord doit se terminer bientôt?

[M. Douglas.]

[Traduction]

Le très hon. M. Pearson: Cette question est à l'étude, monsieur l'Orateur, et nous pourrions, je l'espère, faire d'ici peu une déclaration à la Chambre à ce sujet.

LA CONSTITUTION

LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À LA CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE PROJETÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une question au sujet de la proposition constructive du premier ministre de l'Ontario en vue de la tenue d'une conférence sur la Confédération de l'avenir. Le premier ministre va-t-il changer d'avis quant à la participation du gouvernement fédéral et consentir à y assister lui-même ou au moins à y déléguer un ministre senior afin que l'attitude fédérale soit présentée d'une façon positive et constructive?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il ne conviendrait pas, à mon sens, que le premier ministre du Canada assiste comme observateur à une conférence provinciale convoquée par le chef du gouvernement d'une province et qui ne serait pas une conférence fédérale-provinciale, mais une séance d'étude sur des questions provinciales. Le premier ministre de l'Ontario l'a bien précisé lors de ses entretiens avec les autres chefs provinciaux et moi-même en juillet dernier. Il songeait à une conférence provinciale qui n'exclurait pas une participation fédérale sous forme d'observateurs. Des observateurs fédéraux assisteront à cette conférence.

L'hon. M. Fulton: Le premier ministre semble laisser entendre que les représentants à cette conférence seront d'un rang inférieur à celui de ministre. Nous dirait-il quel sera le caractère de la participation fédérale? A quel palier le gouvernement sera-t-il représenté? Est-ce qu'il y aura participation et, dans l'affirmative, quelles instructions sont données touchant l'attitude à prendre? Ou le gouvernement fédéral sera-t-il représenté simplement par un observateur?

Le très hon. M. Pearson: Nous avons promis à la province d'Ontario d'envoyer des observateurs et nous enverrons des observateurs d'un niveau suffisamment élevé.

[Français]

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.